

Pieter De Crem, le caillou dans la chaussure du président du CD&V

■ La démission de l'ancien ministre laisse un arrière-goût amer au sein de son parti.

La démission du bourgmestre d'Aalter, Pieter De Crem (ex-CD&V), fait couler beaucoup d'encre en Flandre depuis lundi. Pour rappel, l'ancien ministre de la Défense a été poussé vers la sortie après que des discriminations ont été constatées dans sa commune à l'encontre de personnes d'origine étrangère désirant s'y domicilier.

Un départ qui tombe mal

L'ex-bourgmestre CD&V était accusé de faire attendre sans justification pendant des mois des personnes issues de l'immigration qui souhaitaient se domicilier à Aalter. Pieter De Crem a reconnu les faits, mais il s'est défendu en disant regretter que son parti "n'offre aucune solution aux problèmes et défis auxquels la société est confrontée".

C'est finalement la publication d'un audit interne du gouvernement flamand qui a fait tomber l'ancien ministre. "Les dispositions légales ont été manifestement enfreintes pendant une longue période", a souligné la ministre flamande des Affaires intérieures Hilde Crevits (CD&V), annonçant dans la foulée l'ouverture d'une procédure disciplinaire.

Le départ de Pieter De Crem tombe cependant mal pour le CD&V. Il vient épaisser un certain malaise perceptible au sein du parti depuis quelque temps déjà. Il n'est d'ailleurs pas un cas isolé. À la fin 2023, Hendrik Boogaert, autre ancien trublion du parti, avait lui aussi claqué la porte du CD&V pour créer son propre parti dont on a à peine entendu parler. Le choc avait également été rude à l'époque.

Pieter De Crem peut cependant compter sur de fidèles appuis. Plusieurs élus locaux du CD&V ont ainsi tenu à prendre la défense de l'ancien ministre en disant qu'il n'a pas tout à fait tort non plus. Ils estiment que le parti est aujourd'hui incapable de résoudre les problèmes que peut poser l'immigration dans le pays. Depuis dimanche, ils ont posté des commentaires dans ce sens sur les réseaux sociaux.

"Je soutiens Pieter"

Un soutien, et pas n'importe lequel, est venu s'ajouter à ceux de son propre parti. Dès le lendemain de la démission, Tom Van Grieken, le président du Vlaams Belang, a

tenu à afficher sa sympathie envers Pieter De Crem sur les réseaux. "Notre peuple d'abord n'est pas un crime! Partagez si vous êtes d'accord", avait exhorté le président du parti d'extrême droite sur X, sous le mot d'ordre "Je soutiens Pieter".

Ces marques de soutien n'effacent évidemment pas la faute politique. "Pieter De Crem, tout expérimenté qu'il soit, n'a pas respecté les lois dans sa commune. On ne peut pas discriminer de cette façon", observe Nicolas Boutecha, politologue à l'université de Gand.

Sur ce point, le professeur rejoint le président du CD&V, Sammy Mahdi, qui soulignait qu'"on ne peut pas prendre à la légère la discrimination et le racisme". "Tout bourgmestre doit respecter les lois du pays. Cela signifie que l'on ne peut pas discriminer de la sorte."

Rue de la Loi et rue du Village

Tout cela n'empêche pas une certaine frustration chez de nombreux élus qui se sentent oubliés, abandonnés, déconsidérés.

"Les dirigeants nationaux ne s'intéressent pas à nos problèmes immenses. Ils ont d'autres soucis plus importants", affirme un élu CD&V. Sur 285 bourgmestres que compte la Flandre, 120 sont issus de la démocratie chrétienne.

"Il est temps, pour la direction du parti, de se reconnecter avec l'échelon local, de le valoriser. Il y a encore du pain sur la planche dans ce domaine", affirme un proche du parti.

"Ce qui se décide dans les cénales de la rue de la Loi (Wetsstraat) échappe parfois complètement aux instances locales de la rue du village (Dorpssstraat)", regrette un élu.

"Le problème de Pieter De Crem est d'avoir voulu arranger les choses à sa façon, quitte à se retrouver dans l'illégalité. Il pensait avoir trouvé une solution à l'échelon local. Sans en parler à personne. Il a tout mélangé. C'était une erreur, manifestement", argue le professeur Boutecha.

À l'Open VLD aussi

Ces départs volontaires ne se limitent pas au seul CD&V. L'Open VLD connaît aussi une certaine érosion. Les libéraux flamands ont vu ces deux dernières années les départs successifs d'Els Ampe et de Maurits Vande Reyde.

Bien avant eux, l'électron libre du VLD Jean-Marie Dedecker avait déjà créé sa propre liste (LDD) pour rejoindre ensuite la N-VA. Le transfuge avait conclu un deal avec le président Bart De Wever permettant à l'actuel Premier ministre de renforcer le parti nationaliste en Flandre-Occidentale.

Jacques Hermans



Pieter De Crem
Ex-bourgmestre CD&V d'Aalter

JEAN-LUC FLEMAL